

ELLE SURCLASSE LES SÉVICES CORPORELS

La violence psychologique fait des ravages dans les écoles

La violence psychologique s'ajoute à la violence physique que subissent élèves et enseignants au sein des établissements scolaires. C'est la conclusion à laquelle est arrivée une étude initiée par les Directions de l'éducation Ouest et Centre. Les statistiques révélées par la police font quant à elles état de l'existence de 50 affaires depuis le début de l'année en cours. Un chiffre qui ne relève nullement l'ampleur du phénomène.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les établissements scolaires sont loin d'être un havre de paix. L'étude effectuée dans quelques écoles sous la houlette de la commission éducation, enseignement supérieur et formation de l'APW d'Alger est révélatrice de ce qui se passe dans les cours de récréation, salles de classe et dans l'environnement immédiat des écoles.

Les rédacteurs de l'étude évoquent plusieurs formes de violence : celle qu'exercent les élèves entre eux, celle exercée par l'encadrement sur les élèves et celle que ces derniers font subir à leurs enseignants.

Sur 504 élèves questionnés, 59,92% évoquent des pressions psychologiques multiples, essentiellement des insultes à hauteur de 78,14% proférées par leurs camarades à leur rencontre. La violence

physique est également pratiquée par les élèves entre eux à hauteur de 69%, notamment au niveau du palier du moyen. Les élèves sont également exposés à des violences émanant de la part des enseignants ou de l'encadrement pédagogique.

L'échantillon questionné évoque surtout les insultes proférées à hauteur de 97,14% alors que les sévices corporels ne sont évoqués qu'à hauteur de 17% avec une exception au niveau du moyen où les collégiens se plaignent un peu plus que les élèves du primaire ou du secondaire.

Les enseignants ne sont pas non plus à l'abri. Ils font part de pressions psychologiques exercées par les élèves, notamment des insultes proférées par les lycéens et collégiens.

Les enseignants ne s'épargnent pas non plus entre eux puisqu'ils



Photo : DR

Les élèves subissent des violences multiples.

sont 93,75% à évoquer des pressions psychologiques de la part de l'administration ou même de la part de leurs collègues.

Une situation qui fait réagir Hadj Tahar Dilmî, le président de la commission éducation, enseignement supérieur et formation de l'APW d'Alger qui expliquait au cours de la journée consacrée au sujet que l'environnement immédiat n'était pas étranger à la prévalence de la vio-

lence, affirmant que plus les établissements solaires étaient bien situés et dotés de moyens matériels et d'encadrement pédagogique adéquat, moins la violence était signalée à l'intérieur et aux alentours de ces écoles.

Présents à la journée d'études, pédagogues, enseignants et représentants des corps de sécurité ont évoqué des pistes pour venir à bout d'une situation qui inquiète aussi

bien les parents que la famille de l'éducation. Ils proposent la réhabilitation du règlement intérieur, l'implication effective des associations des parents d'élèves, la mise en place de cellules d'écoute et la création d'une véritable vie scolaire avec la promotion d'activités périscolaires. Ils plaident tous pour la mise en place d'une véritable politique pour réduire la prévalence de la violence.

N. I.

DÉVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

L'Algérie manque d'engagement résolu

L'intelligence économique, l'Algérie s'est engagée à la développer mais de manière irrésolue, faute de coordination entre les acteurs, en raison de l'absence d'une culture spécifique et de la propension au cloisonnement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une information économique bien valorisée, l'innovation et l'utilisation des technologies soft contribuent à l'amélioration de la compétitivité d'un pays, d'une entreprise.

Une information inédite, spécifique et bien valorisée et une politique de recherche-développement intelligente permettent une meilleure prise de décision pour l'entreprise, contribuent à augmenter ses richesses. Des entreprises brésiliennes et européennes ont pu ainsi augmenter leurs chiffres d'affaires, leurs richesses de quelque 2 milliards d'euros, relevait hier le professeur des Universités à l'Université du Sud Toulon-Var, Luc Quoniam, lors d'un séminaire international organisé à l'hôtel Sheraton-Club des Pins par l'école des Hautes études commerciales (HEC) et consacré à l'intelligence économique (IE), sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et

de la Recherche scientifique.

Lors d'une communication co-animée avec le D' Abdelkader Baaziz, Doctorant chercheur au laboratoire IRSIC, Aix-Marseille Université, le professeur Quoniam a estimé que l'innovation, l'ingéniosité sur le modèle indien du Juggad (Debber Rassek ou le système D à l'algérienne), la créativité, l'invention hasardeuse (la sérendipité), une bonne utilisation des brevets libres, permettent à toute entreprise, à l'économie tant de développer sa compétitivité, d'engranger des gains mais aussi de contribuer à la satisfaction des besoins sociaux.

Et ce, dans la mesure où l'intelligence économique, un concept désormais classique de la rhétorique et de la pratique anglo-saxonne et européenne, répond fondamentalement à l'objectif de développer la responsabilité sociale des entreprises. Or, une telle quête de compétitivité entrepreneuriale, la réalité algérienne en

semble dépourvue. Certes, une dynamique a été engagée en Algérie dans ce domaine, relève le P' Rachid Chahal du laboratoire de méthodologie de conception à l'Ecole nationale supérieure d'informatique (Ensi, ex-INI).

Présentant le bilan des actions menées dans le domaine depuis 2005, le Pr Chahal évoque «des tentatives» de l'Etat en termes institutionnels, notamment la mise en place d'une direction ministérielle dédiée, ainsi que l'impulsion relative à la mise en place de cellules de veille au niveau d'une douzaine d'entreprises. De même que le concept de l'intelligence est «maîtrisé» au niveau de l'establishment universitaire et de recherche, dira le P' Chahal. Des initiatives qui restent cependant incertaines, sans suite, cet universitaire évoquant une certaine réticence entrepreneuriale à «communiquer». Ce que M^{me} Messaid Amina, professeur à l'Ecole nationale supérieure de management (ENSM-Alger) et chercheur associée au Cread ainsi que le D' Sofiane Saâdi, directeur formation : recherche-LOGE-

Algérie, confirmeront dans leurs analyses. De fait, le développement de l'intelligence économique semble freiné par «un manque d'engagement» des entreprises, relève M^{me} Messaid, notamment celles de petite et très petite taille.

Voire, par l'absence de la culture de l'intelligence économique, un déficit de cohérence et d'organisation managériale, l'absence de la collaboration et de l'échange d'informations en interne et externe, l'absence de recours à la mutualisation des coûts et des risques. De fait, c'est l'absence de coordination entre les entreprises mais aussi entre les entreprises, l'Etat au sens de centre d'autorité et d'impulsion et les établissements de recherche et d'enseignement, une certaine propension de la plupart des acteurs concernés au «cloisonnement» en termes d'information, de communication et de participation à la satisfaction de l'intérêt des autres, observe le D' Baaziz, qui marque l'engagement IE de l'Algérie d'une certaine forme d'irrésolution.

C. B.

VISITE DU CHEF DE LA DÉLÉGATION DE L'UE À BOUMERDÈS

L'Algérie sollicitera l'expertise de l'Europe en matière d'irrigation

L'Algérie, pays semi-aride, qui peine à mettre en place une politique d'irrigation et d'économie d'eau et par conséquent à augmenter les superficies irrigables, va solliciter l'expertise européenne par le biais des structures de l'UE.

L'information nous a été donnée par Zidan Merah, secrétaire général du ministère des Ressources en eau, au cours d'un point de presse qu'il a conjointement animé, à Boumerdès, avec le chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Marek Skoli. Nous avons tenté d'obtenir une déclaration, à ce sujet, du responsable européen. Mais le SG du ministère des Ressources en eau a tenu à préciser que pour l'heure, ce n'est qu'une demande qui va être formulée.

Précisément, les deux visiteurs de la wilaya de Boumerdès, qu'accompagnait Kamel Abbès, wali de la région, ont présidé une cérémonie au sein de la Step (Station d'épuration des eaux usées) de Boumerdès,

de remise de diplômes à 18 formateurs sortis du Centre de formation aux métiers de l'assainissement (CFMA).

Ces nouveaux diplômés sont des cadres de l'ONA. Leur formation et la modernisation de leur Centre ont été inscrites dans le programme «Eau2 2012-2014» de partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Pour la réalisation de ce programme, l'UE a dégagé un budget de 40 millions d'euros, complété par la contribution algérienne chiffrée à 10 millions d'euros. Ce programme a, selon le communiqué de la Délégation européenne, trois objectifs : renforcer le cadre stratégique de l'eau et de l'assainissement, promouvoir l'efficacité du secteur de

l'assainissement liquide urbain et améliorer la qualité des eaux épurées.

Utilisation des eaux épurées : intervention massive de l'Etat

Justement, les responsables en visite dans ces lieux ne pouvaient pas échapper à des questions au sujet de la réutilisation des eaux épurées dans le secteur de l'agriculture d'autant plus qu'ils sont en visite dans une wilaya que l'on peut considérer comme pionnière en matière de recyclage des eaux épurées dans l'agriculture.

Pour rappel, le fellah El Flici Dahmane a investi, en 2003, des sommes énormes pour récupérer, de la Step de Boumerdès, des eaux épurées avant de les acheminer par un système de pompage sur 5 000 mètres jusqu'à Corso pour irriguer 70 hectares d'arboriculture et de vignoble.

L'expérience est une réussite

totale et des membres du gouvernement, y compris Sellal du temps où il gérait les ressources en eau, avaient visité la ferme en question. Ils étaient subjugués par la réussite de ce programme. Mais les choses n'ont pas trop bougé depuis.

Pour le seul exemple de la wilaya de Boumerdès, qui revendique la double vocation (agricole et touristique), de la production des trois stations (Boumerdès, Thénia et Zemmouri) d'épuration, pas plus de 5% seulement de cette manne sont utilisés. Le reste est déversé dans les oueds ou en mer.

De plus, ce n'est pas tous les fellahs qui peuvent consentir des efforts financiers pour récupérer cette eau et l'utiliser. Dès lors, la question se pose d'elle-même : que compte faire le gouvernement pour aider les fellahs à utiliser cette eau ? «Dorénavant, des études seront réalisées autour de chaque projet de

station d'épuration. Seront également touchées les stations fonctionnelles. Je vous informe que des investissements seront réalisés pour irriguer avec cette eau 900 hectares à Tlemcen et 6 000 hectares à Oran», dira Zidan Merah, qui n'a pas manqué, par ailleurs, de rappeler que l'ONA gère 96 Step et produira à fin 2014, plus de 850 millions de mètres cubes d'eau épurée. Quand on a voulu titiller le secrétaire général du ministère des Ressources en eau lui disant qu'un pays voisin a plusieurs longueurs d'avance sur notre pays dans le domaine de la réutilisation de ces eaux, il nous a répondu : «Dans ce pays en question, ce sont les multinationales qui ont consenti des investissements et qui gèrent cette eau pour irriguer leurs propres terres. Chez nous, l'expérience est entièrement algérienne.» Ce qui est vrai.

Abachi L.